

# la Daille

JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
IIIIIIIIII A L S A C E IIIIIIIIIII

LA REVOLUTION

EST-ELLE POSSIBLE

EN



FRANCE ?

n° 7

JUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

PROCHAINEMENT



# MEETING

## LA REVOLUTION EST-ELLE POSSIBLE EN FRANCE

exposé  
discussion  
projection  
de film

?

Par  
GERARD  
VERBIZIER

vendredi 29 mars à 20 H 30  
dans la grande salle de "la Mauresse"  
(en face de l'"Ancienne Douane")  
Strasbourg

Après une période d'intense lutte des classes marquée par le triomphe de la Révolution Russe, mais aussi par tout une série d'échecs (échec de la révolution allemande, échec du Front Populaire, échec de la révolution espagnole...), l'épicentre de la révolution semble s'être déplacé dans les pays sous-développés (triomphe de la révolution chinoise et de la révolution cubaine...)

Les pays capitalistes avancés connaissent une période d'expansion prolongée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ils semblent avoir résolu leurs principales contradictions. Ce qui leur a permis d'accorder certaines concessions à la classe ouvrière.

Pour beaucoup, la classe ouvrière dans nos pays est intégrée, elle n'est plus une classe révolutionnaire. Elle participe à une société "d'abondance". Elle bénéficie de même que la classe dirigeante de l'exploitation de ces pays sous-développés. Pour ceux-ci, les grands affrontements de demain seront entre les pays "nantis" et les pays "sous développés". Les moins pessimistes repoussent l'idée d'une révolution en Europe à une très lointaine échéance.

La JCR, s'appuyant sur une analyse du capitalisme à notre époque affirme que celui-ci n'a pas réussi à surmonter ses contradictions. Celles-ci ne se manifestent pas sous la forme de crises catastrophiques du type 1929, grâce à des mesures de désamorçage des crises (ex: intervention croissante de l'Etat dans l'économie, intégration du mouvement ouvrier...). Mais ces mesures entraînent de nouvelles contradictions (inflation permanente, sous-emploi de la capacité productive...). Le capitalisme n'est pas parvenu à intégrer la classe ouvrière. Celle-ci est toujours capable de descendre dans la rue et de s'opposer violemment à l'appareil de l'Etat bourgeois (grève insurrectionnelle de Belgique en 1961, affrontements répétés des ouvriers français avec la police cette année : Le Mans, Mulhouse, Lyon, Caen, Rouen).

Par là, la classe ouvrière prouve à tous les "pessimistes" et tous les défaitistes que ce n'est pas parce qu'elle jouit d'un niveau de vie relativement qu'elle est satisfaite. L'une des thèses fondamentales de Marx était que la conscience révolutionnaire du prolétariat se fonde sur sa condition et non sur sa misère. Les conditions objectives qui font de la classe ouvrière une classe révolutionnaire subsistent. Mais dans le cadre de l'expansion capitaliste, le rôle d'éducateur et d'organisateur révolutionnaire qui incombe au parti d'avant-garde revêt une importance capitale.

Ce qui manque actuellement à la classe ouvrière, c'est une direction révolutionnaire. Les directions bureaucratiques stalinienne du PCF et de la CGT sont incapables de définir une stratégie révolutionnaire. Toutes les perspectives qu'elles offrent aux ouvriers se limitent à l'alliance avec le bourgeois Mitterrand et à une utopique "démocratie véritable".

L'action de la JCR s'inscrit dans la perspective d'un parti révolutionnaire. Cette nouvelle direction révolutionnaire se dégagera aussi bien des luttes pour le soutien à la révolution vietnamienne que des luttes ouvrières qui vont en se développant au fur et à mesure que les difficultés du capitalisme s'amplifient.

jeunesse communiste  
révolutionnaire

# STRATEGIE OUVRIERE EN EUROPE OCCIDENTALE

Depuis la deuxième guerre mondiale, le capitalisme est rentré dans une phase d'expansion à long terme caractérisée par :

- Un taux annuel d'expansion industrielle très élevé (Japon 12 %, Allemagne Fédérale 9 %, etc...)
- L'absence de crise économique grave, comme celles des années 1913 à 1938: l'expansion n'est interrompue que par des périodes rapprochées de récession
- Une élévation généralisée du pouvoir d'achat: l'expansion a profité à la classe ouvrière
- Une crise grave des empires impérialistes qui n'a cependant pas stoppé cette expansion.

L'expansion s'est traduite dans le mouvement ouvrier par des réactions comme le défaitisme ou le révisionnisme, liées à un pessimisme au sujet de la combativité de la classe ouvrière. UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE EN EUROPE OCCIDENTALE ?

L'évolution du capitalisme serait l'objet d'une autre étude. Mais il faut signaler que cette prétendue "adaptation" du capitalisme est un mythe. La phase d'expansion que nous venons de traverser a pour base la révolution technologique des années 40 (dans le domaine de l'électronique, de l'atome, etc...). Elle est liée aussi à des transformations structurelles du capitalisme: accroissement des pouvoirs de l'Etat, concentrations... Mais LE CAPITALISME N'A PAS SURMONTE SES CONTRADICTIONS. Ces révolutions technologiques augmentent l'écart entre la capacité de production et les possibilités du marché. Le taux de croissance élevé réduit dans la période d'expansion l'armée de réserve des chômeurs. D'où augmentation continue des taux de salaires, en contradiction avec la nécessité d'un taux de profit élevé (pour les investissements, face à la concurrence...).

LES MESURES DE DESAMORCAGE DES CONTRADICTIONS EN ENTRAINENT DE NOUVELLES : - solutions économiques (efforts centrés sur l'automatisation...)

- ou socio-politiques (lois anti-grèves, plans de stabilisation des salaires...)

Mais à longue échéance, ceci entraîne un conflit entre le développement de la capacité productive et la stagnation du pouvoir d'achat.

Ainsi la phase d'expansion dans laquelle nous sommes passés ne pouvait durer éternellement: le développement en Europe Occidentale de la capacité excédentaire de secteurs entiers de l'industrie (acier, automobile, textile, électroménager, etc...) caractérise la fin de ce cycle d'expansion longue.

Depuis 1963 (grève des mineurs), des signes certains d'une nouvelle période de difficultés pour le capitalisme apparaissent:

- Stagnation du taux d'expansion industrielle annuel
- Les secteurs qui précédemment étaient les moteurs de l'expansion voient leur taux de production baisser progressivement (ex: textiles artificiels, chimie, électronique)

e  
x  
p  
a  
n  
s  
i  
o  
n

- Pour le maintien d'un taux de profit élevé, le capitalisme favorise le développement d'un volant de chômage.
- Le pays le plus faible au point de vue économique a dû dévaluer sa monnaie (Grande Bretagne) et, par une chaîne de réactions, on assiste à la remise en cause du dollar.

Dans cette nouvelle conjoncture, les bourgeoisies d'Europe Occidentale ne peuvent plus entretenir LE MYTHE DE LA SOCIETE D'ABONDANCE et cherchent de nouvelles formes d'oppression de la classe ouvrière.

Les tendances à l'instauration de "l'Etat fort" se développent: dépérissement du pouvoir des parlements, augmentation de celui de l'exécutif, en liaison étroite avec le capital monopoliste, intervention croissante de l'Etat dans le domaine économique.

Cette évolution ne se fait pas sans difficultés (cf récente crise belge, crise permanente de la démocratie italienne...)

Parallèlement, les bourgeoisies européennes développent leurs efforts d'intégration du mouvement ouvrier à l'appareil de l'Etat. Cf le gouvernement Wilson et les syndicats anglais. Les lois anti-grèves se développent (essai de loi-unique en Allemagne Fédérale).

Mais ces efforts se heurtent de plus en plus à une augmentation de la pression ouvrière, d'autant plus que la bourgeoisie ne peut plus comme dans la période précédente accorder d'augmentations substantielles de salaires.

La stagnation, voire la récession réduit la marge de manoeuvres des capitalistes occidentaux. Réduits à une politique de blocage des salaires et astreints à une remise en cause plus radicale des conquêtes ouvrières (cf ordonnances), ils suscitent des réactions de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes de la classe exploitée.

Mais l'essor économique des pays capitalistes avancés depuis la guerre a eu des conséquences graves sur le mouvement ouvrier lui-même. L'attitude du PC a été d'abord de nier les faits: plus le capitalisme se développait, plus les ouvriers s'appauvrissaient (théorie de la paupérisation absolue). Maintenant, le mouvement ouvrier connaît deux types de réactions fondamentales: le défaitisme et le révisionnisme.

# Le défaitisme

LA STRATEGIE

KROUCHTCHEVIENNE

Cette stratégie part du postulat de base défaitiste que UNE CLASSE OUVRIERE EN PAYS CAPITALISTE NE VEUT PAS ET NE PEUT PAS FAIRE LA REVOLUTION. Il est irréaliste de lui demander de prendre le pouvoir. La stratégie énoncée par Krouchtchev (non démentie jusqu'à ce jour) est la suivante : le peuple de l'Union Soviétique doit travailler, et lorsque son niveau de vie sera supérieur à celui des USA, on aura fait la preuve de la supériorité du socialisme. Alors le prolétariat des pays capitalistes comprendra et la voie de passage au socialisme sera pacifique. C'est pourquoi la direction soviétique essaie de passer des accords globaux avec l'impérialisme en vue de maintenir le statu-quo mondial pour ne pas entraver la construction du socialisme en URSS. La classe ouvrière des pays occidentaux constitue une force d'appoint, en s'opposant aux formes autoritaires de l'Etat bourgeois et en encourageant

ses formes démocratiques. La "DEMOCRATIE VERITABLE" est une lutte à l'intérieur du système, dans le cadre de l'Etat bourgeois.

## LA STRATEGIE CHINOISE

Pour les chinois, il existe une "ZONE DES TEMPETES" où la situation révolutionnaire est chronique, du fait de la paupérisation absolue des masses: c'est le Tiers-Monde. Pour le reste, la révolution est actuellement impossible. En fait, le postulat de base est le même que pour les krouchtchéviens. C'est une force extérieure à l'impérialisme qui doit le détruire: les peuples du Tiers-Monde se révoltant pays après pays, l'impérialisme verra son marché s'amenuiser. Et ce n'est qu'alors que la classe ouvrière des pays capitalistes se révoltera contre sa classe dominante, une fois son niveau de vie affecté. (I)

## CRITIQUE DES RUSSES

En URSS, le contrôle ouvrier sur la production et sur l'appareil de l'Etat, ainsi que la démocratie ouvrière n'existent pas. Ce pays a une économie bureaucratisée: le surproduit social engraisse une couche privilégiée de fonctionnaires de l'Etat et du Parti. Ce qui constitue une entrave au développement des forces productives. Le défi krouchtchévien lancé aux USA pour 1975 ne sera de toute évidence pas réalisé.

De plus, en repoussant la révolution aux calendes grecques, la logique krouchtchévienne met le mouvement ouvrier des pays occidentaux en grand péril, face à l'intégration ou à la répression de la bourgeoisie.

Les théories krouchtchéviennes sont mécanistes: même en supposant que le niveau de vie de l'URSS devienne supérieur à celui des USA, il n'y a pas un lien immédiat entre ce fait et l'apparition d'une conscience socialiste dans nos pays (cf rôle de l'idéologie bourgeoise pour maintenir les actuels rapports sociaux de production).

## CRITIQUE DES CHINOIS

Les théories chinoises sont plus séduisantes. En effet les révolutions du Tiers-Monde posent des problèmes énormes à l'impérialisme. Mais à cause du stalinisme, les directions révolutionnaires de ces pays présentent de sérieuses carences, si bien que les forces bourgeoises et petites-bourgeoises ont bloqué la révolution au

(I) Il ne faut pas assimiler mécaniquement les thèses du Parti Communiste Chinois aux positions des "pro-chinois" des pays occidentaux. Leur dénonciation des "bonzes révisionnistes" de la CGT et du PCF ne peut se limiter à créer une force d'appoint aux luttes anti-impérialistes du Tiers-Monde, car une "démocratie véritable" pourrait à la rigueur y suffire. Quand l'UJCM, par exemple, dénonce les trahisons de la direction du PC ou du syndicat dans telle ou telle grève, elle est amenée à préciser la véritable position de classe, c'est-à-dire l'affrontement irréductible entre prolétariat et patronat, flics, appareil de l'Etat bourgeois. Elle pose donc ainsi pratiquement le problème du pouvoir. L'UJCM (plus avancée en la matière que le PCMLF) n'a pas abordé encore globalement le problème de la transition et de la stratégie de passage au socialisme dans nos pays (à cause du défaitisme de la position chinoise ?). Ce qui l'amène à proclamer mécaniquement "les ouvriers vaincront !" (critique de gauche des bureaucraties), mais sans préciser les moyens stratégiques et tactiques (ce qui rend sa critique en grande partie impuissante) de cette victoire.

stade de l'indépendance formelle (néocolonialisme). La domination impérialiste demeure et la lutte pour l'émancipation devient de plus en plus difficile lorsque elle se présente dans un seul pays (cf coordination nécessaire des luttes à l'échelle de l'Amérique latine ou du Sud-Est asiatique). Il est peu probable que l'impérialisme se laisse surprendre par un nouveau Cuba. Même si actuellement la révolution coloniale constitue l'épicentre de la révolution mondiale, il ne s'agit pas d'une lutte des "campagnes" (= le Tiers-Monde) contre les "villes" (= les pays industrialisés), mais d'une lutte internationale du prolétariat contre le capital impérialiste. Le prolétariat américain, par exemple, est tout aussi victime de l'impérialisme que les peuples opprimés. Et surtout, LA LUTTE DÉCISIVE CONTRE LE SYSTÈME IMPÉRIALISTE NE PEUT AVOIR LIEU QUE DANS SES CITADELLES-MÈMES.

La stratégie chinoise implique aussi un certain nombre d'illusions quant à la combativité anti-impérialiste des bourgeoisies locales des pays coloniaux et néocoloniaux : cf l'attitude opportuniste du PKI s'alliant à la bourgeoisie "nationale" indonésienne (le Front Nasakom) qui aboutit au massacre des communistes en 1965. C'EST SUR LE PROGRAMME ET SOUS LA CONDUITE DU PROLETARIAT QU'UN PEUPLE PEUT SE LIBÉRER.

CRITIQUE  
DU POSTULAT  
DEFAITISTE

C'est surtout au niveau du postulat défaitiste qu'il faut combattre avec énergie les théories krouchtchéviennes et chinoises. Ce postulat est foncièrement erroné :

1) Il faut distinguer NIVEAU DE VIE ACQUIS et NIVEAU DE VIE OCTROYÉE. Ainsi un niveau de vie acquis au travers de luttes de classe n'est pas démobilisateur. Par contre, un niveau de vie octroyé par un impérialisme qui achète la paix sociale sur son propre terrain est foncièrement démobilisateur (cf USA, Nouvelle Zélande).

2) Un haut niveau de vie n'est pas automatiquement lié à un manque de combativité. LES OUVRIERS LES MIEUX PAYÉS SONT SOUVENT LES PLUS COMBATIFS, car conscients de la difficulté d'acquiescer ces avantages sur le profit capitaliste (cf les mineurs de Lorraine, les ouvriers de Rhodioceta, les métallurgistes belges et allemands).

La classe ouvrière a prouvé qu'elle peut aller très loin dans ses luttes et ceci en dehors de crise économique considérable (29, 39, 45). Ainsi en 1936, en pleine reprise économique, ont eu lieu des luttes pré-révolutionnaires en France. La prise du pouvoir par la gauche a suscité la "grande fête" de juin 36, avec occupations d'usines, parfois dépossession du patron et embryon de conseils ouvriers. Malheureusement, l'"avant-garde" officielle, le PCF, avait participé au Front Populaire au nom de la "démocratie", en fait sur le programme du Parti Radical. Le PC fut totalement affolé devant le débordement ouvrier. Pour ne pas effrayer l'allié petit-bourgeois, Maurice Thorez sut dire: "Il faut savoir terminer une grève, dès lors que l'essentiel des revendications a été obtenu". Grâce aux mots d'ordre démobilisateurs des staliniens et aux accords Matignon, la révolution se termina par une invitation aux vacances.

La grève générale de 60-61 en Belgique montrerait un exemple similaire: un mouvement parti des secteurs les mieux payés de la classe ouvrière belge (la métallurgie liégeoise), paralysant les activités de tout le pays, avec une combativité extraordinaire, des affrontements avec l'appareil de répression bourgeois, mais ne

pouvant aboutir sur un changement révolutionnaire du pouvoir à cause de la trahison des directions social-démocrates et chrétiennes.

En fait, l'absence de révolution prolétarienne dans nos pays n'est pas dû à un affaiblissement fondamental des potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière, mais à une crise de ses directions, qui ont basculé dans le camp du réformisme bourgeois.

## Le révisionnisme

**LES ITALIENS** C'est essentiellement la réaction du Parti Communiste Italien. Pour le PCI, les théories krouchtchéviennes sont attentistes, donc démobilisatrices. De plus, l'éventualité de la révolution est franchement "irréaliste". La stratégie est que les ouvriers doivent se rendre maîtres de pans entiers du système (au niveau de l'usine, de la municipalité, du parlement, ...). Le pouvoir ouvrier doit être partout et s'étendre petit-à-petit aux "centres de décision".

## CRITIQUE

En fait, le pouvoir ne se prend pas par petits morceaux. Il s'agit là d'une révision fondamentale de la théorie marxiste de l'Etat. Pour les marxistes, l'Etat n'est pas une machine neutre, pour qui veut bien la prendre, mais bien un appareil d'oppression au service d'une classe. Se mettre dans ce cadre, c'est intégrer le mouvement ouvrier au système capitaliste. L'appareil de l'Etat bourgeois doit être détruit, et ainsi la dictature de la bourgeoisie. Le prolétariat doit organiser sa dictature contre la bourgeoisie, dans des organes nouveaux d'un nouvel Etat, ayant pour base les conseils ouvriers.

## Une stratégie correcte ?

1° Une stratégie ouvrière correcte doit partir de la RECONNAISSANCE DES CAPACITES REVOLUTIONNAIRES DU PROLETARIAT OCCIDENTAL. En effet, malgré les carences du mouvement ouvrier, le prolétariat fait périodiquement la preuve de sa combativité et de l'irréductibilité des intérêts de ceux qui possèdent les moyens de production et de ceux qui ne possèdent que leur force de travail, quoique producteurs de toutes les richesses.

2° D'autre part, LA CLASSE OUVRIERE N'EST JAMAIS EGALE A ELLE-MEME. C'est-à-dire que le combat est témoin de périodes de flux et de reflux en fonction des crises objectives du système (cf grèves belges). Il existe des périodes de mobilisation intense avec augmentation de la combativité lorsqu'une offensive générale sur les salaires ou les libertés syndicales, par exemple, se fait jour. Puis suit une période de relative démobilisation (cf la France après la défaite de 1958). Ces offensives périodiques contre la classe ouvrière montrent que l'antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat demeure : loi Taft-Hartley aux USA (80 jours de

préavis pour les grèves), tentatives des socio-démocrates allemands pour instaurer une loi unique, politique de Wilson, plan de stabilisation français, ordonnances...

3° Le problème est de FAIRE BASSER LES LUTTES DU STADE DEFENSIF AU STADE OFFENSIF. Le mouvement ouvrier (début de la III<sup>e</sup> Internationale) avait élaboré une stratégie actuellement abandonnée. La II<sup>e</sup> Internationale distinguait entre:

- les revendications immédiates, quotidiennes, qui améliorent le sort de la classe ouvrière sans mettre le capitalisme en danger (= programme minimum)
- et les revendications propagandistes (= programme maximum), déclarations généreuses du dimanche matin ("plus de guerres", "le pouvoir aux travailleurs"...).

Mais la II<sup>e</sup> Internationale ne trouvait aucun pont entre les deux. En fait, avant même que cela se répercute au niveau de la théorie, la pratique des partis social-démocrates était réformiste.

C'est pourquoi Lénine et T<sub>r</sub>otsky définirent un programme de transition. Un PROGRAMME DE TRANSITION est un programme dont les mots d'ordre correspondent aux besoins profonds de la classe ouvrière, mais sont incompatibles avec le système capitaliste. Ces revendications doivent viser à créer un CONTROLE OUVRIER sur la production. Par exemple, à l'usine, on peut revendiquer pour : le contrôle des ouvriers organisés sur l'embauche, la formation professionnelle (apprentissage), la technique de production, l'organisation du travail, le mode de rétribution, enfin sur la gestion de l'entreprise et la production (ouverture des livres de comptes). Au niveau de la société globale, un corps de revendications transitoires peut porter; par exemple, sur le désarmement de la bourgeoisie...

Ainsi, on passe d'une stratégie défensive à une stratégie offensive. Ce qui implique la création d'organismes du double pouvoir, embryons de la dictature du prolétariat.

La rédaction d'un programme de transition pour notre époque est une des tâches primordiales des révolutionnaires des pays capitalistes avancés. La JCR, qui n'est pas le parti révolutionnaire, ne possède pas la pratique globale de la lutte des classes pour rédiger un tel programme. Néanmoins, elle s'efforce de faire au maximum propagande pour un tel programme, à l'aide des expériences historiques du mouvement ouvrier.

## notes annexes

Problème : le prolétariat américain a-t-il des potentialités révolutionnaires ? Le passage des Etats européens actuellement vers un "néo-capitalisme" ne correspond-il pas au passage vers un affaiblissement des luttes de classe comme aux USA ?

En fait, le prolétariat américain n'a jamais atteint une claire conscience de classe et n'est encore qu'au stade syndical des luttes, pour des raisons historiques: pays récent, flot d'immigrants aux exigences restreintes, désir de s'intégrer dans le pays. D'où la période du "melting-pot", aux revendications modestes. Il n'y a pas de parti ouvrier (les voix vont aux démocrates): cf les trades-unions anglais avant 1900. Mais la mobilité sociale

LE PROLETARIAT  
AMERICAIN

est maintenant un mythe et ces raisons historiques tendent à disparaître. De 1940 à 1950, la part du gâteau laissée au prolétariat a été importante. Cette politique d'intégration (politique des revenus) et une législation anti-ouvrière ont eu des résultats certains. Mais dès 53-54 était reconstituée une armée de chômeurs.

Le développement de la révolution coloniale ainsi que la crise du dollar nous réservent probablement des rebondissements inattendus de la lutte des classes. Enfin, le mouvement noir correspond à la lutte du secteur le plus exploité du prolétariat américain. Le tour violent qu'il a pris depuis Watts et Harlem constitue un progrès qualitatif des luttes aux USA.

En fait, plus que le niveau de vie, c'est l'état du mouvement ouvrier US qui est déterminant. Pour l'Europe, une comparaison des niveaux de vie ne permet pas d'expliquer les différences de combativité entre des pays tels que la Belgique, la France et l'Angleterre d'une part, la Suède, la Suisse et l'Allemagne Fédérale d'autre part.

Le prolétariat n'a fait nulle part la révolution tout seul. Pour les premiers congrès de l'Internationale, l'unité d'action de la classe ouvrière était néanmoins la condition préalable: création d'un FRONT UNIQUE OUVRIER. Mais l'unité ne se vend pas auprès des directions des divers partis, qui préfèrent se faire sur leur programme, mais au travers d'ACTIONNEMENTS UNITAIRES A LA BASE, sur la base d'accords de classe.

Au contraire, la tactique des partis staliniens actuels est de passer des accords entre directions (ex: accords PC-FGDS). C'est pourquoi ces accords, effectués par delà les accords de classe, sont paralysants. Que l'on ne nous jette pas à la figure l'accusation calomnieuse de "gauchistes". Pour nous, comme pour les bolchéviks, le problème de l'unité est un problème de classe. En période de crise, les "classes" moyennes se détachent de leurs directions traditionnelles (radicaux, SFIO...), car leur existence ne peut plus être assurée par la politique de la classe dominante. Elles se rallient alors à ceux qui peuvent leur présenter une solution. Après l'écrasement des spartakistes allemands, elles se tournèrent vers le fascisme (cf les ligues de 34 en France). Par contre, pendant le Front Populaire, on assista à un glissement généralisé des couches moyennes vers la gauche. Mais si le prolétariat se fixe alors le programme de ces couches moyennes (programme radical = plateforme du Front Popu), elles restent désorientées, car incapables de diriger les luttes et la grande bourgeoisie ne tarde pas à reprendre le dessus.

En France, le problème est celui de l'unité ouvrière, permettant l'élaboration d'un PROGRAMME DE CLASSE, afin que le prolétariat entraîne sur son propre programme les couches désorientées de la petite bourgeoisie. Cf Lénine qui répétait sans cesse que l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'était concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste.

LE PROBLEME  
DE L'UNITE

## LA FIN D'UNE ILLUSION :

## LA "DESTALINISATION"

"Varsovie : aux cris de "liberté" les étudiants attaquent le siège du Parti". Tel est le titre des Dernières Nouvelles d'Alsace du 12 mars 1968. De là à nous faire croire que les étudiants polonais manifestent pour le rétablissement du capitalisme et la démocratie bourgeoise, il n'y a qu'un pas...

Quant à la presse "communiste" officielle: pour la Pravda (Pravda signifie vérité comme chacun sait), il ne s'agit que de quelques "hooligans" recrutés parmi la "jeunesse dorée" du régime (mais à propos, d'où sort cette jeunesse dorée; y aurait-il des personnes qui bénéficient de privilèges en Pologne?). Quant à l'Humanité, après avoir observé un silence gêné (elle espérait peut-être que l'affaire se tasserait et qu'elle n'aurait pas à prendre position) elle reprend point par point les explications de Moscou. Bref, aussi bien la presse bourgeoise que la presse "communiste" essayent dans un concert de mensonges de nous cacher ce qui se passe réellement en Pologne. Pour comprendre, nous sommes obligés de lire entre les lignes.

De la lecture du journal "le Monde" notamment, peuvent être tirées un certain nombre d'informations intéressantes. Les étudiants ont manifesté aux accents de l'Internationale. A la tête du mouvement sont une nouvelle fois apparus des gens comme Jacek Kuron, Karol Modzelewski, Kolakowski qui sont d'authentiques révolutionnaires (cf la "Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais" de Kuron et Modzelewski). L'origine des manifestations a été l'interdiction d'une pièce de théâtre qui contenait des critiques de la politique de la Russie tsariste envers la Pologne. Les fonctionnaires de la censure n'apprécièrent pas les analogies avec les rapports entre l'URSS et la Pologne qu'y trouvaient les spectateurs.

Cependant l'on ne peut comprendre les événements qui se déroulent actuellement à Varsovie, Lodz, Cracovie... et leur portée que si on les insère dans tout le processus engagé depuis la mort de Staline en 1953 et dont les grands moments ont été l'insurrection ouvrière de Berlin-Est en 53, le rapport Krouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, l'Octobre polonais de 1956, la révolution hongroise de la même année, les récents procès d'intellectuels en URSS.

A la suite des manifestations berlinoises (53), hongroises et polonaises (56), la direction krouchtchévienne était parvenue à stabiliser la situation en faisant un certain nombre de concessions (dont la montée de Gomulka au pouvoir est un signe) et en laissant croire à un "retour à Lénine" qui se ferait par une succession de

réformes. En fait, la "déstalinisation" avait été rendue nécessaire par la modification de la situation nationale et internationale qui avait permis le développement de la bureaucratie stalinienne (désormais, l'URSS n'est plus un pays isolé et attardé économiquement). Pour défendre ses privilèges, la bureaucratie est obligée d'effectuer un certain nombre de réformes qui laissent en fait intact l'exercice du pouvoir bureaucratique. La "déstalinisation" n'est qu'une "libéralisation" du régime, en aucun cas une évolution vers la démocratie ouvrière comme voulait le faire croire Krouchtchev.

Rapidement la situation devait de nouveau se dégrader pour la bureaucratie, en particulier dans le domaine économique (apparition du chômage).

Dans un premier temps, ce sont les éléments les plus politisés, les intellectuels, qui comprendront la signification de la "déstalinisation". Les procès d'intellectuels à Moscou et les manifestations d'étudiants en Pologne marquent justement la compréhension des limites de cette "déstalinisation". Les intellectuels les plus conscients ont été amenés à affiner leur analyses, à recommencer leur agitation. Ce qu'il y a de plus remarquable dans les mouvements actuels, c'est qu'ils partent de la base étudiante et intellectuelle (à la différence de la Tchécoslovaquie). Les revendications qu'elle exprime portent sur des points précis et non sur la liberté en général. Ce sont des revendications politiquement structurées : abolition de la censure, droit de réunion, de manifestation, bref retour effectif à la constitution socialiste.

Les éléments les plus conscients du mouvement ont même élaboré tout un programme pour le mouvement ouvrier révolutionnaire polonais ("Lettre ouverte..." de Kuron et Modzelewski) pour le renversement de la bureaucratie. Les principaux points en sont : démocratie ouvrière, conseils de délégués ouvriers dans les usines et à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat, pluralité des partis reconnaissant l'appropriation collective des moyens de production, droit syndical et droit de grève, armement du prolétariat dans le cadre des conseils ouvriers, organisation <sup>politique</sup> autonome de la paysannerie, internationalisme prolétarien pour l'extension de la révolution mondiale.

Les manifestations des étudiants polonais marquent l'échec des tentatives libérales de la bureaucratie et l'éventualité d'une révolution politique qui balayera son pouvoir. Désormais les ouvriers polonais ont un programme. Une avant-garde se dégage au travers du processus de "déstalinisation". La marge de manœuvre de la bureaucratie polonaise est très étroite et elle ne peut plus jouer le jeu du libéralisme qui risque de remettre sa propre existence en cause. Une nouvelle phase de la lutte s'ouvre pour le mouvement ouvrier révolutionnaire polonais : la structuration d'une avant-garde au travers de luttes de masse concernant l'ensemble de la classe ouvrière.

Demandez à nos militants la LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER  
j. kuron & k. modzelewski  
POLONAIS

réédité par les Editions de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec une nouvelle préface de P. Frank

L'article que nous reproduisons ici était paru dans L'Avant Garde à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution Hongroise et de l'Octobre Polonais.

"Soldats! Votre régime fut installé au prix d'un combat sanglant pour votre liberté. Aujourd'hui, c'est le 39<sup>ème</sup> anniversaire de cette révolution. Pourquoi voulez-vous écraser notre liberté? Vous pouvez constater que ce ne sont pas des propriétaires d'usines, ni des propriétaires fonciers, ni la bourgeoisie qui ont pris les armes contre vous, mais le peuple hongrois qui combat désespérément pour les mêmes droits pour lesquels vous avez combattu en 1917!"

Hongrie, Octobre 1956: la radio de l'insurrection lançait un appel aux troupes soviétiques qui envahissaient le pays. Dans les rues, les ouvriers affrontaient les chars russes; le peuple hongrois avait brisé les barrières qui le maintenaient à l'écart de la vie politique. Une révolution était en cours.

Les partis communistes, unanimes, déclarèrent que le soulèvement était une contre-révolution fasciste. La presse occidentale affirma qu'il fallait y voir la preuve définitive de la faillite du socialisme. La révolution hongroise, dix années après, reste l'un des événements les plus incompris de notre temps. Elle n'apparut pas soudaine et unique. Elle fut précédée d'événements semblables dans d'autres pays de l'Est, et connut un processus de maturation en Hongrie même, durant les années qui la précédèrent.

Les raisons profondes qui provoquèrent le soulèvement hongrois vinrent au grand jour en 1953, à Berlin en Allemagne orientale. Des ouvriers du bâtiment manifestèrent contre une augmentation de la production de 10% de la production sans augmentation de salaires. Le gouvernement recula et annula la mesure. Le lendemain, de nouvelles manifestations redoublèrent d'intensité avec des mots-d'ordre comme: "élection libre", "changement de gouvernement". Une grève générale toucha tout le pays et arrêta toute la production. Deux millions de travailleurs y participaient. Les troupes soviétiques appelés par le gouvernement, balayèrent le mouvement qui fut qualifié de contre-révolutionnaire.

Des événements similaires mais de moindre importance se produisirent en Europe Orientale et peut-être même en U.R.S.S. La direction soviétique et ses épigones du glacis européen prirent peur de la pression grandissante des masses. Des concessions mineures furent accordées jusqu'au XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. où Khroutchev dénonça Staline. Mais la disparition des camps de concentration, l'amointrissement de la terreur policière, la dénonciation de Staline, symbole de l'oppression bureaucratique ne satisfèrent les ouvriers; ils voulaient ce que l'élite dirigeante ne pouvaient leur accorder sans risque de se saborder: la fin de ses pouvoirs et de ses privilèges. Le rapport Khroutchev n'avait fondamentalement rien changé à la réalité.

Dés Mai 1956, en Pologne, les ouvriers de la ville industrielle de Poznan, mandatèrent une délégation pour aller réclamer à Varsovie, une augmentation de salaires de 15%. Aucune suite ne fut donnée. Il s'en suivit des manifestations qui furent réprimées par la fraction de l'armée restée solidaire du pouvoir central. Des manifestants furent

trainés devant les tribunaux, mais leurs revendications rendues publiques furent appuyées par la population. Devant cet état de choses le pouvoir ne put leur infliger que des condamnations légères. Le 21 Octobre, porté par le mouvement des masses Gomułka reprit la direction du parti ouvrier polonais, après avoir passé des années en prison pour "titisme". Il s'opposa au Kremlin qui menaçait d'envahir la Pologne. Les troupes russes étaient déjà en marche. Les ouvriers se mobilisèrent et s'organisèrent en corps armés de défense. La nouvelle direction s'appuya sur les masses. Les troupes soviétiques se retirèrent. L'Octobre polonais était sauvé, provisoirement.

QUELLES AVAIENT ETE LES CAUSES ET LE SENS PROFOND DE L'OCTOBRE POLONAIS?

Le salaire réel des ouvriers n'avait pas augmenté de 1950 à 1955. Seule la dernière année avait vu un relèvement du niveau de vie sur quelques points. La comparaison de cet état de chose aux résultats du plan sexennal (50/55) permet de comprendre la situation de la classe ouvrière et l'énormité des abus de la caste dirigeante. La production d'électricité, de fonte, de coke, de machines outils et des principaux produits chimiques avait plus que doublé; celle d'acier avait augmenté de plus de 75%. La construction navale avait décuplé. Le pire aspect de la condition ouvrière résidait dans la crise du logement. Plusieurs centaines de familles ouvrières n'avaient qu'une pièce en tout et pour tout. La tension était extrême; il suffisait d'une étincelle pour faire exploser le mécontentement. Poznań la donna.

Le régime polonais, comme celui des autres pays du glacis soviétique, interdisait toute opposition ouvrière légale, tout mouvement syndical indépendant et libre. La révolution qui allait s'étendre à tout le pays, après la grève insurrectionnelle de Poznań, démontra avec force et richesse l'aberration que représentent ces interdictions, invraisemblables en pays socialistes.

Immédiatement dans tout le pays surgirent des soviets, des conseils ouvriers. Tous affirmèrent leur foi dans le socialisme. Tous affirmèrent la propriété collective des moyens de production comme base fondamentale de l'état. Tous prirent en main la production et organisèrent des comités d'entreprise pour mettre en oeuvre l'auto-gestion ouvrière. Ils abolirent la législation stalinienne du travail (amendes et licenciements pour retard; peines de travaux forcés pour "sabotage" de la production; omnipotence des directeurs.)

La révolution socialiste authentique avait trouvé sa voie; elle déferla sur tout le pays, soulevant les enthousiasmes. Po Prostu, journal de la jeunesse communiste polonaise, décrivit parfaitement le processus:

"Tout cela dépasse évidemment le cadre purement économique. On ne peut définir ce phénomène comme "l'arrière-fond politique de mots d'ordre économiques", car il s'agit tout simplement de politique pure, et non pas d'un aspect tactique mais d'un aspect stratégique qui concerne le problème politique décisif: il s'agit du problème du pouvoir. La classe ouvrière refoulée pendant l'ère stalinienne par l'appareil bureaucratique qui s'était aliéné de la société, exige maintenant une participation directe au pouvoir, y tend la main comme vers une chose qui lui appartient et la prend en main comme elle le doit à sa destinée.

Ces propositions à première vue modestes, d'auto-gestion des entreprises, contiennent une dynamique formidable. Le fond de la question y est enfermé comme dans une semence, et celui qui ne comprend pas cela ne comprend pas la tendance d'évolution fondamentale de tout le pays. Lorsque des éléments réactionnaires et bureaucratiques réussissent à arrêter le processus dans une usine, une ville ou un district, la fermentation passe à une autre usine, une autre ville ou un autre district, JUSQU'À CE QUE TOUTES LES CHAINES BUREAUCRATIQUES AIENT ECLATÉ ET QUE TOUTES LES CHOSSES DE DIRECTION D'ENTREPRISES SOIENT PASSES ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT."

Les journaux polonais se firent l'écho de cette révolution, la retraçant. On se les arrachait car ils contenaient les manifestes et les récits des expériences des conseils.

En 1956, la Pologne et la Hongrie, étaient parvenues au même degré de développement économique. La condition matérielle y était identique. Deux raisons fondamentales permettent de rendre compte des différences entre la Pologne et la Hongrie.

La première fut donnée par l'attitude de la bureaucratie soviétique, reculant devant le prolétariat polonais fut saisie de panique devant les événements hongrois. La crainte que le mouvement révolutionnaire ne s'étende aux autres pays du glacis soviétique et à l'U.R.S.S. elle-même la poussa à intervenir aussi sauvagement.

La deuxième raison est donnée par l'histoire propre de chaque mouvement ouvrier hongrois et polonais: le prolétariat polonais a connu des expériences révolutionnaires et possède une tradition marxiste beaucoup plus importante, des cadres ouvriers plus nombreux que le prolétariat hongrois.

Dès le début de la montée révolutionnaire en Pologne, ce furent les communistes qui, passés à l'insurrection, dirigèrent le mouvement. Le Parti polonais vit tous ses staliniens éliminés. Une opposition de gauche s'organisa et prit le parti en mains, non les postes centraux mais les organismes de base, dans les usines, dans les quartiers. Une direction apparut qui fit complètement défaut en Hongrie.

Quatre jours après l'Octobre polonais, le 22, la Hongrie entra en scène. Les étudiants de Budapest manifestèrent leur soutien aux masses polonaises. Le lendemain, des manifestations furent organisées pour réclamer le retour au pouvoir d'Imre Nagy, destitué en 1955, alors défenseur d'une ligne libérale. Czepele la rouge vit tous ses ouvriers rejoindre la manifestation; la police ouvrit le feu, les manifestants ripostèrent, la révolution hongroise avait commencé.

Si la lutte commença avec les intellectuels des cercles Petöfi et les étudiants, ce furent les ouvriers qui s'organisèrent dans les soviets, qui constituèrent la force directrice de la révolution. Reproduisant les Soviets de la Révolution russe, les Conseils de Budapest et des autres villes dirigeaient la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Deux forces s'opposaient: d'un côté le gouvernement russe représenté par son armée et de l'autre le Conseil des ouvriers de Budapest qui s'imposa comme la seule autorité à laquelle le peuple hongrois obéit.

Dans toutes les villes surgirent des conseils ouvriers, disposant des usines dont ils faisaient des points forts contre les chars russes. Le Conseil de Budapest devint le porte-parole principal de la classe ouvrière hongroise et de tous les éléments qui s'y rattachaient. Le 12 novembre, alors que les chars russes écrasaient le mouvement révolutionnaire, le Conseil des ouvriers de Budapest déclarait:

"Nous espérons mettre en évidence que la classe ouvrière révolutionnaire considère la propriété des usines et de la terre comme la sienne. Nous demandons qu'une date soit fixée pour des élections libres auxquelles ne puissent participer que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste, fondé sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société."

Malgré de telles prises de position, la presse stalinienne et la presse bourgeoise, à leur manière, accablèrent de calomnies le mouvement révolutionnaire. L'HUMANITE du 14 novembre écrivait:

"Ce qu'il faudra expliquer, c'est comment les travailleurs, après tant de sacrifices pour un régime qu'ils savaient être leur, ont pu, tout en repoussant les émeutiers fascistes, se laisser troubler au point de ne pas intervenir avec force et résolution pour défendre contre eux ce régime."

16 - André Stil, quant à lui, précisait dans l'Humanité du 15 novembre que les conseils étaient "constitués par des aventuriers et des éléments du lumpen prolétariat".

Les revendications des révolutionnaires hongrois pour la démocratie politique et pour le contrôle de l'économie contre les privilèges et le pouvoir de l'élite bureaucratique étaient profondément socialistes.

Le journaliste communiste anglais Peter Fryer déclara:

"La grande masse du peuple hongrois ne désire aucunement un retour au capitalisme et veut retenir toutes les réalisations sociales des douze dernières années. Il n'en fut pas ainsi des troupes soviétiques qui entrèrent dans Budapest le 4 novembre pour combattre les fascistes; elles combattirent les ouvriers, les soldats et les étudiants, et elles ne trouvèrent aucun hongrois pour combattre à côté d'elles."

Son journal, le DAYLY WORKER, refusa de faire paraître ses articles; il fut exclu du parti communiste anglais.

Les combats ne cessèrent qu'à la fin novembre. A nouveau, les troupes soviétiques étaient maîtresses du terrain et permettaient à la nouvelle direction Kadar de s'imposer. Celui-ci, tout au début de sa prise du pouvoir, affirmait:

"L'ère de l'arbitraire et de l'illégalité stalinienne ne pourra jamais renaître en Hongrie; les conquêtes du 23 Octobre seront défendues".

Démagogie des premiers temps! Quelques jours plus tard, Kiss, dirigeant du groupe Kadar, déclarait: "Les ouvriers sont entraînés de gaspiller la propriété du peuple." Les soviets hongrois avaient vécu. Un mois après son déclenchement, la révolution hongroise était défaite.

#### DE LA POLOGNE A LA HONGRIE

Jusqu'à ce que le gouvernement Gomulka apparaisse comme une direction de rechange de la bureaucratie, la révolution politique polonaise avait volé de succès en succès.

La révolution politique hongroise ne connut que la défaite.

En Pologne, la révolution laissa un prolétariat organisé, maître des usines, et qui procéda à l'auto-gestion.

En Hongrie, le prolétariat subit une défaite sanglante et fut désintégrée en tant que force politique organisée indépendante.

Le parti communiste hongrois n'avait aucune audience dans les masses. Il ne cessa de s'isoler jusqu'en 1956. A sa direction comme à celle de l'Etat, deux individus sinistres exercèrent sur la Hongrie une dictature outrancière: Rakosi et Geroe, et ce, au nom du socialisme. De plus, l'administration bureaucratique avait intégré des individus haïs par le peuple, des anciens dignitaires de la dictature horthyste d'avant-guerre, qui avait fait cause commune avec le nazisme.

Dans l'industrie, les conditions de travail très dure, dont les normes ne cessaient de s'élever sans que les salaires ne suivent, les grèves interdites comme "crimes contre l'Etat et le socialisme", conditionnèrent l'insurrection hongroise.

Alors qu'en Pologne, la faillite du parti communiste ne fut comprise que bien après Octobre 1956, en Hongrie celle du parti était acuisée pour les masses bien avant 1956.

C'est en dehors de ce PC que le mouvement spontané se développa. C'est cette spontanéité totale qui a entraîné dans la révolution hongroise une activité des masses considérable, que la Pologne n'a connu que partiellement de Mars à Octobre 1956. Il ne s'est pas produit en Hongrie la construction nationale d'une opposition communiste, à l'image de la Pologne.

La révolution hongroise a mis en évidence, si cela était encore nécessaire, le rôle décisif de la direction consciente pour le déroulement et la victoire d'une révolution. Son absence en Hongrie fut une des causes de la défaite.

A ceux qui calomnièrent la révolution hongroise, Peter Fryer répondit:  
"Si c'était une contre révolution, ce fut la première contre-révolution dont le premier acte fut de METTRE DES ARMES DANS LES MAINS DU PROLETARIAT

Alors que la répression, les déportations et les procès s'abattaient sur le peuple hongrois, l'association des écrivains couragement:

"Nous devons déclarer avec le cœur triste que le gouvernement soviétique a commis une erreur historique quand il souilla de sang la révolution hongroise. Nous prédisons que le temps viendra où la grande puissance qui s'est trompée se repentira; nous mettons chacun en garde contre le jugement erroné que la révolution en Hongrie aurait anihilé les conquêtes du socialisme si les armées soviétiques n'étaient intervenues. Nous savons que ce n'est pas vrai."

Le cheminement de la révolution politique ne s'arrête pas avec la défaite hongroise, et la réinstallation d'une bureaucratie polonaise. La Pologne, tout récemment, a connu un nouveau sursaut: l'expérience d'Octobre 1956 a montré la voie à des jeunes communistes; Modzelewski et Kuron puis, Smiech et Badowski ont été emprisonnés pour avoir combattu l'élite dirigeante. Les deux premiers une lettre ouverte au Parti ouvrier polonais dans laquelle ils en appellent à la révolution socialiste et se montrent les continuateurs de la tradition bolchevique.

Témoin ce passage éloquent:

"La bureaucratie internationale et sa force dirigeante - la bureaucratie soviétique - craint tous les mouvements révolutionnaires authentiques dans le monde, car ils menacent le monolithisme de son système à l'échelle internationale et aussi le monolithisme intérieur qui lui permet d'exercer sa dictature sur sa propre classe ouvrière.

Désirant la stabilisation internationale et intérieure de son système sur la base du partage du monde en sphères d'influence, avec le capitalisme la bureaucratie étouffe les mouvements révolutionnaires sur son propre territoire et freine, au moyen de son influence sur les partis communistes officiels, le développement des mouvements en Asie, en Amérique Latine, en Afrique. La révolution anti-bureaucratique est donc l'affaire du mouvement révolutionnaire international et de tous les mouvements en faveur de la révolution coloniale en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. Elle est une partie du mouvement révolutionnaire mondial.

La montée de la mobilisation des masses contre l'élite dirigeante en Europe de l'Est ira croissante en force et en revendications sociales et politiques pour une authentique démocratie socialiste et un véritable soutien aux mouvements révolutionnaires dans le monde. Le sort de la révolution mondiale en dépend largement.

Lisez :

AVANT - GARDE JEUNESSE

journal de la jeunesse communiste

révolutionnaire

# IL Y A UN AN EN GRECE . . .

" L'enfer grec dans lequel agonisent les masses ouvrières et paysannes et petites-bourgeoises opprimées, est le résultat des deux faits fondamentaux de notre époque, à savoir : l'agonie mortelle du capitalisme et la crise de la direction du mouvement ouvrier due à la trahison stalinienne"

(1946)

Voilà presque un an (le 21 avril 1967) que le régime parlementaire a été renversé en Grèce, que l'armée a pris le pouvoir. Cette armée, forte de plus de 300 000 hommes (le pourcentage le plus élevé d'Europe), recrutée dans les régions les plus reculées du pays, commandée par un corps d'officiers d'extrême-droite, entraînée par des spécialistes américains - cette armée "nationale" n'a de "national" que le nom: 2/3 au moins de ses troupes sont celles de l'OTAN, ses bases sont celles de l'OTAN, son service logistique est celui de l'OTAN... Sans les dollars américains, elle ne tiendrait pas un mois, sans le pétrole américain, ses transports ne rouleraient pas 48 heures... Le PALN même qui a servi pour l'application du coup d'état est un plan élaboré par l'OTAN dans le cadre de la lutte contre "le danger de subversion communiste" (cf affaire du SIFAR en Italie) et les militaires grecs ne l'ont pas appliqué tout seuls: le contact avec l'ambassade US et avec la CIA et le mouillage de la sixième flotte non loin des côtes grecques ne peut être considéré comme un hasard.

## UN PAYS SOUS - DEVELOPPE

La Grèce est un des partenaires de l'Otan depuis 1951, membre du marché commun depuis 1962. En fait, elle est surtout une "terre américaine": son armée et son économie sont sous contrôle des américains par le biais des accords économiques de 48 et des accords militaires de 53.

Pays agricole aux structures archaïques, au développement industriel minime, la Grèce se trouve depuis longtemps confrontée à la crise économique. Les solutions les plus avancées proposées par les fractions les plus conscientes de la bourgeoisie se retrouvent dans les 5 idées de base du Parti du Centre et de l'EDA (couverture légale du PC Grec): développement du pays par un plan quinquennal; réforme de l'administration et de l'enseignement; protection des travailleurs par des lois "sociales"; accroissement des revenus paysans; plan de développement des régions défavorisées.

Mais la bourgeoisie grecque, directement soutenue par les capitaux et les armes US est dans son ensemble trop faible pour accomplir elle-même les tâches de sa propre révolution démocratique. Tout développement de la situation peut être à la base d'un processus révolutionnaire totalement incontrôlable, d'autant plus que les traditions de lutte du prolétariat grec ne sont pas négligeables. C'est donc, à un niveau évidemment différent, contre la classe ouvrière et contre ses propres éléments les plus avancés que la "bourgeoisie compradore" grecque est tenue de recourir à un régime dictatorial pour maintenir sa domination. Il n'en reste pas moins que:

- la crise économique ne se trouve pas résolue pour autant. De 53 à 63, 6 millions de paysans ont quitté leurs terres et chaque année 60 à 100 000 grecs émigrent dans les pays européens alors que leur pays manque terriblement de main d'œuvre <sup>qualifiée</sup> pour sa reconstruction. Sur 9 millions d'habitants, la Grèce compte aujourd'hui encore, 20 ans après la guerre civile, 1 250 000 chômeurs. La balance commerciale du pays est de 6 milliards de drachmes d'importations pour seulement 2 milliards d'exportations.

- Aucun gouvernement grec ne peut vivre sans l'aide étrangère: la CEE, l'OTAN et les USA avec des réticences de forme et des protestations de diplomates, continuent à "aider"

la Grèce, c'est-à-dire contribuent à asseoir la dictature nouvelle, qui, sans ce soutien, est incapable de s'affermir.

Reste à savoir s'il s'agit bien d'une dictature nouvelle.

## LE "REGIME PARLEMENTAIRE"

Le régime parlementaire n'est jamais que la dictature légale de la dictature du capital. En Grèce, depuis la fin de la guerre cette couverture légale était la plus mince d'Europe: l'armée, l'administration, la police n'avaient été épurées que de leurs éléments les plus contristes, les moins ouvertement fascistes; la campagne était tenue par des organisations terroristes armées destinées à écraser toute tentative d'organisation des paysans, le PC et les organisations ouvrières étaient interdits, la presse censurée, les élections elles-mêmes étaient des modèles de truquage et de terreur (les plus célèbres sont celles de 1961 surnommées "les élections de l'OTAN" qui donnèrent une majorité de droite au parlement), la guerre civile n'avait officiellement pris fin qu'en 1962, un grand nombre de résistants restant en prison jusqu'en 1965...

Mais pour plusieurs raisons, cette situation de "dictature parlementaire" ne suffisait même plus. De 44 à 64, 95 partis politiques ont vécu en Grèce, 9 élections législatives ont eu lieu, 41 gouvernements ont tenté de maintenir au pouvoir le parti de la droite, de moins en moins représentatif du corps électoral grec. Cependant:

- l'organisation légale du PC, l'EDA, parti réformiste, obtenait jusqu'à 79 sièges au parlement en 1958 et se stabilisait autour de 20 % du corps électoral.
- la classe ouvrière manifestait dès 1957 (700 000 grévistes) la remontée de sa combativité. En 1962, 818 000 grévistes s'opposaient au pouvoir. En 1963 plus de 500 000 personnes transformèrent en une manifestation monstre les obsèques du député de gauche Lambrakis, assassiné avec la complicité de la police.

Le résultat de cette double remontée des luttes (et de ses limites) était en 1964 la venue au pouvoir du bourgeois Papaandréou, représentant la fraction libérale de la bourgeoisie grecque, soutenu par l'EDA et le PCG.

Le double danger de cette situation (danger des réformes libérales voulues par Papaandréou, danger de la radicalisation des masses sur ce thème) incitait dès lors la droite (l'armée et la cour) à monter provocation sur provocation pour revenir au pouvoir. En 1965 un premier coup d'état éloignait Papaandréou du pouvoir et le lançait dans une vaste campagne d'opposition, soutenu par les masses grecques et bientôt dépassé par celles-ci. La chute du grand mouvement populaire est due au refus de Papaandréou d'assumer son rôle anti-monarchiste et surtout à l'allignement inconditionnel de l'EDA sur les positions du leader du centre. Mais cette chute n'avait rien de définitif: la crise gouvernementale de décembre 66 obligeait le pouvoir à promettre pour mai 1967 des élections où la victoire de l'alliance centre-gauche était quasiment assurée. Devant le danger d'une telle victoire et de ses répercussions sur la classe ouvrière, la droite a choisi d'imposer une dictature militaire.

## LA DICTATURE

Le nouveau régime instauré par l'armée correspond, en dernière analyse, à un renforcement du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif d'un régime déjà "dictatorial":

- abolition du régime parlementaire pour un temps de réorganisation
- centralisation du pouvoir dans les mains du gouvernement: parlement dissous; maires démis et conseils municipaux dissous; mise sous contrôle de l'Eglise; fonctionnaires démis et remplacés.
- ordre moral: guerre aux mini-jupes et aux cheveux longs; prière obligatoire
- abolition de toutes les libertés: liberté d'opinion (arrestation de diffuseurs de tracts et de syndicalistes); liberté de presse (censure renforcée, suppression de journaux); liberté d'association (interdiction de 284 associations dont l'EDA et son organisation de jeunesse, les "Jeunesses Lambrakides" environ 80 000 membres)

Ceci s'accompagnant inévitablement:

- de mesures démagogiques destinées à assurer un minimum de base de masse au nouveau régime: "abolition de la bureaucratie", distribution des terrains communaux aux paysans

(mais ces terrains sont de minuscules parcelles par rapport à ceux des grands propriétaires et sont, la plupart du temps, incultes) arrestation (pour trois jours) d'un armateur  
- d'une répression féroce vis-à-vis de milliers de militants ouvriers et de la gauche  
- de déclarations "classiques" de la part de la droite: "Le parlement c'est tout le peuple grec", "à partir d'aujourd'hui, il n'y a plus de droite ni de gauche, il n'y a que le peuple grec", "Nous allons mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mais nous sommes en faveur de l'initiative privée et de l'augmentation légale des bénéfices"...

Représentant d'une bourgeoisie très faible, mis en face d'une crise économique chronique, privé de tout soutien populaire, le nouveau régime ne peut se survivre que par la terreur et les dollars. Quelles sont dès lors les perspectives ?

## LE PARTI COMMUNISTE GREC

La guerre et l'occupation allemande de 1940 à 1944 ont fait en Grèce plus de un million de morts dont 700 000 de faim. Elles ont vu le développement et la victoire du PCG qui en octobre 1944 au départ des allemands, s'est trouvé naturellement à la tête d'un pays dont les masses le poussaient au pouvoir. Il n'était question ni de revenir au régime fasciste d'avant-guerre du général Métaxas, ni même d'accepter le retour du roi et du gouvernement en exil. Mis à part Athènes et sa banlieue proche, toute la Grèce était contrôlée et organisée par les communistes. Le journal du PCG du 21.1.45 l'écrivait noir sur blanc: "Monsieur Churchill sait que toute la Grèce était entre les mains du EAM (organisation de résistance du PCG) qui cependant ne l'a pas prise..."

Pourquoi et comment ?

Pourquoi ? La bureaucratie soviétique, pour canaliser les possibilités ouvertes par la fin de la guerre impérialiste, et pour écarter d'elle le danger d'une attaque des USA (donc des deux côtés préserver son existence) tenait à "un partage du monde en zones d'influence". Bien avant Yalta qui devait les consacrer, les accords de Téhéran entre Churchill et Staline cédaient la Yougoslavie et la Roumanie à l'Est et donnaient la Grèce aux puissances impérialistes (où l'occurrence la Grande Bretagne bientôt remplacée par les USA). Il s'agissait donc pour la bureaucratie soviétique d'obtenir du PCG qu'il sacrifie la révolution dans son pays aux ordres du Kremlin et, c'est ce qu'il a fait, malgré des crises intérieures et des ruptures parfois spectaculaires.

Comment ? On peut dire que le PC grec a donné "l'exemple le plus complet de ce que peut être une trahison stalinienne"

- le PC organise la résistance sur des buts "d'union nationale" et de "résistance nationale" et s'épure lui-même de tous ses éléments gauchistes.

- en avril 44, lors de la révolte des marins et soldats grecs de Lybie et de l'Egypte réprimée par Papaandréou (président alors du gouvernement monarchiste en exil), le PCG envoie un télégramme à Churchill condamnant "la folie criminelle des révoltés".

- en août 44 il entre au gouvernement exilé de Papaandréou sur promesse du désarmement de ses troupes (dont les bandes collaboratrices du général, alors colonel, Grivas) et de leur remplacement par une milice nationale

- en octobre 44 il est PENDANT UNE SEMAINE le seul maître de la Grèce et se contente de réinstaller le gouvernement bourgeois

- quand les anglais débarquent et occupent Athènes, fin 44, il les salue en "libérateurs" et laisse les masses idéologiquement désarmées face à l'agresseur. Une guerre civile d'un mois ravage le pays, 16 000 morts, 6000 maisons ouvrières détruites.

- le PCG engage des négociations et retire ses troupes non vaincues de l'Attique et de la Béotie.

- il signe en janvier 45 la paix de Varkiza avec les anglais, qui prévoit le désarmement sans condition des partisans

- il livre ses armes et ses otages, renonçant même à l'amnistie générale. La terreur blanche qui s'en suit sur plusieurs mois voit plus de 15 000 arrestations par jour à Athènes. Mais le prolétariat grec n'est pas vaincu: 44 était la première étape de la révolution grecque, aucune défaite majeure n'est encore enregistrée.

- de 46 à 48 le PCG use des masses grecques et ses propres militants dans des luttes

(élections préparées et contrôlées par les anglais) majorité de droite élue au parlement, référendum sur la question du retour du roi: 90 % de oui.

- de 47 à 49 devant la gravité de la situation, un nouveau mouvement de partisans se développe. C'est la guerre civile dans tout le Nord du pays. Ce mouvement est un mouvement de défense désespéré et non d'apogée, puisqu'il correspond à une absence des luttes dans les campagnes et une baisse de la combativité ouvrière dans les villes. Le PCG s'empare de la direction des partisans, la bureaucratie, la coupe des masses, impose des méthodes de lutte bourgeoises, se refuse surtout à user de son influence sur la classe ouvrière pour l'amener à soutenir le mouvement insurrectionnel.

- face à une situation désespérée il importait d'imposer, et cela était possible, une paix assurant la vie sauve aux partisans. Au lieu de cela, le PCG impose une paix sans conditions qui conduit à une deuxième terreur blanche: aux 300 000 morts de cette nouvelle guerre s'ajoutent 14 000 exécutions, 70 000 emprisonnements et 70 000 exils; 17 rescapés de Dachau sont même remis en camp de concentration.

- il faut ajouter à cela les nombreuses éputations faites au sein même du PCG ainsi que les 400 trotskystes assassinés par la GPU grecque.

## LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DU PCG

1934 : dictature démocratique des ouvriers et des paysans par la révolution démocratique bourgeoise.

1946 : république populaire obtenue par des luttes parlementaires, pouvoir qui incarne l'alliance des ouvriers, des paysans, des artisans, des intellectuels, des petits et moyens bourgeois.

1949 : Front général de lutte pour la démocratie, l'indépendance, la paix et la démocratisation de la Grèce

1952 : pour un nouvel EAM organisé sur une base conspirative bolchévique

1955 : gouvernement patriotique de changement national

1957 : Front patriotique des intellectuels nationaux, des officiers patriotes, églises patriotiques, bourgeoisie nationale non monopoléuse

1965 : pour la démocratisation de l'État et de la Cour.

Après la saignée de deux guerres civiles dont le prolétariat grec après vingt ans de luttes parlementaires menées par l'EDA au nom de la démocratie, après la démobilisation qui a suivi la crise de 1965, la gauche en Grèce s'est alissée surprendre par le coup d'état: les 2/3 des cadres de l'EDA sont arrêtés, toutes ses structures désorganisées, tout le mouvement syndical décapité.

Le PCG a déjà lancé le mot d'ordre de "l'alliance des forces progressistes et patriotes dans la lutte contre l'offensive de la réaction". Mais la situation n'est plus la même que celle de 1947 : les luttes de la classe ouvrière grecque, débarassée de toute illusion parlementaire dans un pays où la moindre réforme est un début de révolution, seront des luttes pour le pouvoir. Déjà les comités de lutte anti-fasciste qui s'organisent et agissent réellement actuellement, ne sont plus animés par les directions traditionnelles (les bourgeois libéraux à la Papaandréou ou les néostaliniens de l'EDA-PCG). Une nouvelle avant-garde se forme dans la lutte et laisse présager une issue plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

# " LES DIEUX DU STADE "

Les récents jeux olympiques de Grenoble, ainsi que ceux qui vont se dérouler prochainement à Mexico sont d'excellents prétextes pour parler de ce fait social qu'est le sport

Notons combien le "lesport" envahit de plus en plus notre monde quotidien. Il suffit de constater la place de plus en plus grande que prennent les rubriques sportives dans les journaux. L'on peut considérer le sport comme un phénomène spécifique des pays capitalistes avancés. Sous cet aspect là, c'est un facteur de "culture de masse" à répercussions sociales, économiques, humaines, en un mot, politiques.

## LE SPORT EN TANT QU'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE: ANALYSE DE SES STRUCTURES

Essayons en quelques lignes, de montrer comment la structure de la société capitaliste se reflète dans le sport.

De même que l'économiste ou que le capitaliste parle de compétitivité de telle ou telle branche industrielle, le commentateur sportif ou l'entraîneur parle de compétition sportive. En économie comme en sport, il s'agit d'une véritable compétition que se livrent les concurrents, les uns sur le marché économique, les autres sur cet autre marché qu'est le stade. L'on retrouve les mêmes caractéristiques, à des nuances près: mythes de la réussite individuelle, agressivité et conflit, égoïsme et narcissisme. Un entraîneur américain n'hésite pas à dire: "une compétition saine est le mode de vie américain. Notre système est basé tout entier sur la compétition. Alors pourquoi ne l'aurions nous pas dans l'éducation physique?" (Bud Wilkinson. La compétition est l'essence du sport tout comme la concurrence est l'essence de l'économie capitaliste. La seule différence est que l'on peut abandonner (sauf exceptions et elles existent) la compétition sportive, alors que la compétition économique est vitale.

La compétition, par définition, est fondée sur la comparaison qui va permettre d'ordonner les individus. Mais est ce vraiment l'individu que l'on "ordonne"? Non, on ne peut ordonner que des résultats et de ce fait l'individu disparaît en tant que tel devant sa performance. Il n'est plus que le simple possesseur d'un "temps" mis pour parcourir une distance donnée. Et par là, il se situe "à sa place" dans la hiérarchie des individus qui courent habituellement cette distance.

La hiérarchie. Tout le monde est d'accord pour convenir que notre société est hiérarchisée, et que c'est cette hiérarchie qui maintient notre société. De même, la hiérarchie dans le domaine du sport n'est pas hasardeuse: elle a pour but essentiel d'entretenir l'espoir chez l'individu d'une promotion, d'atteindre un jour le sommet de cette hiérarchie qu'on lui apprend à vénérer.

Le Profit, la Mesure. Le capitalisme a établi dans tous les rapports humains la quantification, la mesure. Parallèlement, pour le sport, cette testomanie est devenue nécessaire: c'est le mot d'ordre, il s'agit de tout ramasser dans des chiffres. Chiffres irrévocables qui vont permettre le jugement sans appel que l'on attend d'eux. A la limite, on ne s'intéresse plus à l'homme mais à son temps, c'est le résultat brut qui compte: la seconde, le mètre sont devenus l'Argent du sport, l'individu une valeur marchande. Ne dit-on pas: "un tel VAUT tant de secondes, tant de mètres" ? Il y a quelques semaines on pouvait lire dans l'Équipe: "Si un jour

la Fédération Internationale décide d'étudier les modifications nécessaires des poids des engins, elle devrait en profiter pour rendre sensiblement comparable les records des hommes et des femmes...obtenir une sorte d'unité qui permette la comparaison". L'idée de cette remarque est claire: il faut tout comparer, tout ramener à une même échelle de valeurs.

Le rendement. De même que dans le domaine économique, il s'agit de produire le maximum de profit, grâce à une solide organisation, de même, dans le domaine du sport, il s'agit d'accroître sans cesse les performances par une rationalisation de plus en plus poussée. Le progrès physique humain s'identifie au progrès des performances sportives. Le sport est par là aussi perversion du jeu par introduction systématique du rendement corporel. Au travers de ce principe de rendement, on assiste à une décomposition de l'individu.

Ce principe de rendement se manifeste concrètement par une hyperspécialisation très poussée, correspondant à la division du travail. Un même athlète ne peut pas se permettre, pour obtenir des "résultats", de courir sur 100 et 5000 mètres par exemple. Une technicité de plus en plus importante. Dans ce domaine tous les efforts des entraîneurs se concentrent, tous les techniques modernes mises à leur disposition: soufflerie, cinéma permettant par projection du film au ralenti de déceler dans le geste précis que l'on attend de l'athlète, la moindre "faible" qui risque de coûter des centièmes ou même des dixièmes de secondes (1) Dans cette perspective le corps est considéré comme une machine destinée à battre des records, machine dont il faut sans arrêt surveiller les différents rouages sous peine de les voir ne plus pouvoir remplir exactement le rôle qu'on leur assignait. De plus du point de vue médical, il a été constaté que plus on faisait "travailler" un muscle, plus il devenait fragile. C'est pourquoi la plupart des sportifs veillent à leurs muscles, à leurs chevilles, ... comme à un compte en banque. A un tel point qu'il leur est souvent interdit de pratiquer un autre sport que celui qu'ils pratiquent en compétition, afin de ne rien risquer. Une sélection de plus en plus poussée qui vise avant tout à créer une élite. Chaque nation se fait forte d'en posséder, dans la mesure où cette élite permettra, par le truchement des médailles remportées de classer les nations sportivement après les avoir classés économiquement. Pousées à l'extrême cette sélection s'accompagne d'une recherche systématique de gabarits en soumettant à des tests très poussés certains individus dont les aspects extérieurs laissent supposer qu'ils seraient de bons spécialistes. Un entraînement intensif, méthodique, rationnel (les joueuses japonaises de volley s'entraînent douze heures par jour) En ce sens, le sport est un "métier" on ne peut plus sérieux qui mobilise tout l'individu. Comme le dit si bien Jenn Bobet: "pour approcher la perfection, pour améliorer le rendement de l'homme on n'a plus le droit de s'amuser"!!! (2)

L'automate sportif est entrain de naître. Il semble que désormais l'on veuille appliquer au sport la formule de Taylor: "Ce qui importe, c'est d'exécuter ponctuellement les ordres donnés dans les moindres détails"

#### LE SPORT EN TANT QUE MOYEN DE REPRESSION

L'idéal pédagogique de notre société n'a pas varié: l'autorité hiérarchique, les prérogatives du chef

Le sport comme formation du caractère."L'objectif ultime de l'athlétisme c'est d'atteindre l'âme par le corps. Il faut dès l'enfance l'exercice ordonné, régulier, car méconnaître les effets moraux que l'athlétisme peut produire...c'est laisser sans emploi l'un des plus puissants leviers de la nature humaine (Pierre de Coubertin)

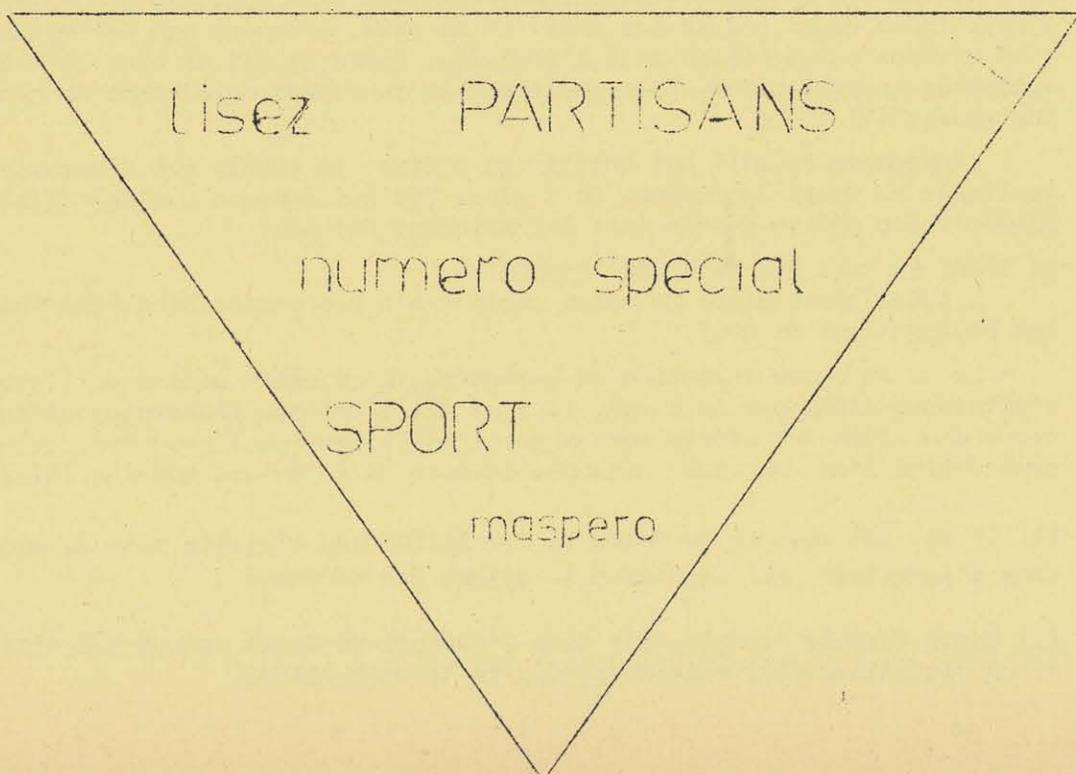
(1) Il est intéressant de faire le parallèle avec l'utilisation du même procédé dans l'industrie pour augmenter le rythme des cadences .

(2) Cette formule traduit très bien l'essence du sport actuel qui n'est plus un jeu ni un divertissement, mais reproduit le travail aliéné

tin). Le sport est donc, de l'aveu même de l'un de ses fondateurs un puissant moyen de formation et de discipline de caractère. Il permet un contrôle très puissant de l'activité de la jeunesse, fondent une morale de l'effort, de l'abstinence, du sacrifice et même de l'héroïsme (cf. Pompidou à l'occasion des J.O.: "la jeunesse a besoin de héros"). Le sport constitue la préparation la plus directe à l'embrigadement de la jeunesse en offrant l'archétype de l'individu socialement désirable, intégré, satisfait. Le champion est le modèle social que la bourgeoisie propose à la jeunesse.

Sport et sexualité. Tous les éducateurs bourgeois ont noté que le sport est un excellent dérivatif aux besoins sexuels de la jeunesse. C'est W. Reich qui est allé le plus loin dans l'analyse de cette fonction répressive du sport. "Le sport est un moyen de diminuer l'excitation sexuelle de la jeunesse, mais aussi peu propre à résoudre le problème sexuel de la jeunesse que n'importe quel moyen visant à tuer l'excitation sexuelle". Il n'empêche que la bourgeoisie fait tout pour faire admettre le sport en tant que dérivatif de la sexualité. Comme le dit encore Herzog: "ne vaut-il pas mieux faire dériver leurs appétits vers une passion qui à le mérite de la noblesse et de la pureté?". La question est posée!

C'est donc parce que le sport est un incomparable moyen de répression de la jeunesse que l'Etat le propose comme idéal éducatif et comme activité de loisir à prix unique. On décore "nos" champions, on les reçoit à l'Elysée. On se déplace en grande pompe à Grenoble à grand renfort de publicité. Jeunes faites du sport, regardez c'est la gloire à votre portée, et surtout, ne faites pas de politique. Tout cela béni par Sa Sainteté le Pape Pie XI qui dans: "L'éducation chrétienne de la jeunesse" soulignait ce qu'il y a de bon dans l'esprit de discipline (lié au sport), engendrant tout naturellement "le noble sentiment du courage militaire dans la défense de la patrie et de l'ordre public".



# TOUTÈ LICENCE DANS LES CITES

La presse locale titre indignée "Licence ou liberté ?", "La liberté, mais jusqu'où ?" Les résidents des cités universitaires de Strasbourg ont simplement abrogé les règlements intérieurs comme dans toutes les villes universitaires de France (dans le cadre de la campagne FRUF et UNEF(I)).

Leurs revendications (liberté de circulation, liberté de réunion et d'expression, participation à la gestion des cités...) sont d'une évidence éclatante quand on sait ce qu'est la vie en cité. Les cités sont ces grandes maisons-casernes où les mâles et les femelles sont séparés soigneusement et où des directeurs-adjudants président à la vie quotidienne. Les résidents sont des êtres standardisés qui travaillent (= apprendre les leçons et faire les devoirs) et qui dorment. Parfois ils sont pédérastes.

En réaction au mouvement général et à l'installation de l'"état de fait", tout un attirail de mesures répressives a été exhibé : utilisation des journaux locaux dans une campagne difamatoire, utilisation de l'autorité familiale et même ecclésiastique... Manquent que les flics ! ("leur intervention ne ferait que provoquer des incidents plus graves, au profit des "extrémistes" pensent sans doute les z'autorités).

## MENACES

Le gouvernement quant à lui, jette un os en pâture aux étudiants en proposant un nouveau règlement. Mais celui-ci ne satisfait personne. Le pouvoir va sans doute laisser pourrir la situation, avant de tout faire pour appliquer ses vieilles conceptions réactionnaires...

## PRESERVER L'ETERNEL FEMININ

Le règlement proposé par Alain Peyrefitte ne répond que sur un point, la liberté de circulation, et sa réponse est révélatrice.

La distinction entre mineurs et majeurs, entre garçons et filles est maintenue. Ceci est fondamental. Pour les garçons qui ne sont pas encore électeurs, faut demander à papa l'autorisation écrite pour causer ou baiser chez soi avec une fille. Pour les filles, comme il y a des différences dans la nature (il a dit le ministre !) la question est plus grave. L'éternel féminin, hein, qu'est-ce que vous en faites ? Pourtant on se montre libéral pour les majeures. On sauvegarde la pureté des vraies jeunes filles en interdisant les pavillons des filles aux garçons, mais on laisse le

soin aux autres d'aller se perdre définitivement chez eux.

Les "vraies" s'isolent librement dans leur univers spécifique-  
ment féminin : papotages en bigoudis, bas qui filent, vernis à  
ongles égaré...

La ségrégation établie des sexes renforce l'apathie des filles  
leur individualisme, leur manque d'initiatives (mêmes culturelles),  
sauf peut-être pour passer une pétition pour qu'on poste un flic  
dans les ruines des casernes de l'Esplanade (I) (comme si les flics  
présentaient toutes les garanties nécessaires...)

Pourquoi toutes ces résistances alors que donner satisfaction  
aux résidents semble relativement facile ? Parce que leurs reven-  
dications remettent en cause les modèles pédagogiques du systè-  
me social et économique en place.

Ne pas permettre en cité U les activités politiques, syndica-  
les et certaines activités "culturelles", signifie que "les futurs  
cadres de la Nation" doivent s'habituer à un travail intellectu-  
el mutilé dès l'abord. Ne pas permettre que les étudiants gèment  
entre eux même leur vie collective signifie qu'ils doivent appren-  
dre la docilité et la soumission face à un ordre établi. Ceci  
est à mettre en corollaire avec tout le système éducatif / relati-  
on de dépendance au professeur qui prépare au rapport employeur-  
employé, savoir morcelé et parcellaire qui empêche une vision  
critique de la réalité sociale...

La répression sexuelle joue la même fonction. Elle est en mê-  
me temps une conséquence et une nécessité pour le capitalisme. En  
cela nos confrères locaux, si bêtes et si méchants, n'ont pas en-  
tièrement tort de confondre licence et liberté (bien que cette  
simplification vise à déformer l'action des résidents aux yeux de  
la population), car toute une morale est remise en cause, et du  
même coup, le rôle qu'elle joue, celui du maintien de l'ordre é-  
tabli. La répression sexuelle est une préparation directe à la  
frustration, au travail aliéné et à la famille monogamique (Erich  
Fromm). La seule réalisation de la possibilité fondamentale du  
bonheur sexuel conduirait nécessairement à une augmentation des  
revendications pour la satisfaction dans d'autres domaines de l'  
existence humaine. L'aboutissement de cette revendication exige  
que l'on dispose des moyens matériels nécessaires à sa satisfac-  
tion et provoquerait à cause de cela l'explosion de l'ordre soci-  
al régnant.

Il est vrai que la revendication sexuelle exige une modifi-  
cation radicale des institutions sociales et qu'un véritable épa-  
nouissement de la sexualité implique une transformation de la so-  
ciété toute entière, qui pourrait donner libre cours au jeu des  
besoins et facultés individuels. Mais à l'heure actuelle, des re-  
vendications telles que la MIXITE sont une réponse concrète posi-  
tive à un problème qui ne saurait être éludé plus longtemps, dans  
les cités universitaires comme dans la jeunesse en général. La

## EDUCATION MORALE ET POLITIQUE

(I) Nous faisons ici allusion au "sadique de Paul Appell" (= fantasme ou réalité ?)

revendication sexuelle restee aussi essentielle pour les jeunes dans leur prise de conscience de toutes les oppression nécessaires à la survie du capitalisme.

Les résidents universitaires auront besoin de toute leur détermination et du soutien de tous les étudiants pour mener jusqu'au bout leur action. Le rôle de l'UNEF sera capital. Il est regrettable qu'elle n'ait pu mobiliser l'opinion plus efficacement sur le sens de cette lutte. L'UNEF est en effet le seul mouvement de masse susceptible d'amorcer une explication politique pour toute une frange du milieu étudiant.

Lisez la daille numero special art et revolution - Le roi jones : theatre de la revolution noire - Le mater

ialisme hysterique n'est pas mort - la bureaucratie stalinienne et l'art - un franc

## PUBLICATIONS DE LA JCR

L'ANTIDOTE	Rennes	P. Nugues, 30 A rue de St Briec (35)
LA CLOCHE	Charleville	§ Reims BP 277 (08)
LA DAILLE	Strasbourg	BP 348 R9 (67)
L'ETINCELLE	Caen	BP 30-29 (14)
L'ETINCELLE	Rouen	Claude Déron, 106 bd d'Orléans (76)
LA METHODE	Nice/Cannes	BP 57 Nice (06)
OCTOBRE	Nanterre	BP Avant-Garde Jeunesse 39-16 Paris
OCTOBRE	Lyon	BP 39-16 Paris
SPARTAKUS	Toulouse	BP 39-16 Paris
SPARTACUS	Aix-Marseille	BP 39-16 Paris
L'APPRENTI ENCHAINE	Metz	La Daille BP 348 R9 Strasbourg (67)
LA VIEILLE TAUPE	Besançon	idem
LA COMMUNE	Toulon	La Methode BP 57 Nice (06)

# NOUVELLES DE LA REGION

## STRASBOURG VIETNAM

Le Comité Vietnam Universitaire et le Comité Vietnam Lycéen de Strasbourg ont organisé leur première manifestation de rue le vendredi 23 mars pour protester contre le meeting du fasciste Vanuxem, et soutenir la lutte du peuple vietnamien. Les militants anti-impérialistes s'étaient réunis d'abord devant le Palais Universitaire où, après une prise de parole rapide, la "dissolution" fut annoncée.

Par petite groupes les manifestants rejoignirent la Place Gutenberg où ils se retrouvèrent une centaine. Les drapeaux, banderoles, pancartes surgirent en un instant et le cortège s'ébranla immédiatement. Les manifestants ont tenu les rues du centre pendant une demi-heure, criant les slogans de "FNL vaincre !", "US assassins libérez le Vietnam !", "FNL à Saïgon !", etc..., distribuant des tracts à la population qui expliquaient pourquoi ils protestaient contre la venue à Strasbourg du fasciste Vanuxem.

Le dynamisme de la manifestation et sa combativité ont féjoui tous ceux qui en avaient marre des processions et pétitions organisées par le PCF ou le Mouvement de la Paix. La dislocation se fit rue de l'Outre à 19 H, pas assez rapidement cependant, ce qui a permis aux flics d'emmener une quinzaine de personnes au poste. Les brutalités de la police ont indigné les passants (nombreux à cette heure). Les camarades arrêtés furent relâchés à 21 heures.

Les leçons de la manifestation: 1) Les flics n'acceptent jamais des manifestations en ville sur le Vietnam (cf démarches pleurnichardes du Mouvement de la Paix). Par contre, les bizutages et les démonstrations des fafas de l'Ecole Militaire sont toujours autorisés. La seule voie possible est donc de prendre le droit d'expression.

2) Le CVN est capable de mobiliser en un jour une centaine de personnes pour un soutien à la victoire du FNL. Il suffit donc d'oser et de s'organiser sérieusement. Il va de soi que nous ne savons pas par qui et comment cette action a été préparée, mais nous ne pourrions que féliciter ses inspirateurs, si nous les connaissions.

3) La police sait trouver son camp lorsqu'il s'agit de soutenir les combattants vietnamiens. Ce qui constitue un choc pour une grande partie de la population assistant à leur intervention, mystifiée par les positions gaullistes.

4) Toute action en direction de la population n'est pas vouée à l'échec. Les strasbourgeois ne sont pas des cons comme le disent certains étudiants théorisant leur isolement sociologique. Il suffit, pour voir les gens, d'aller où ils sont !

Au commissariat, l'inspecteur a tenu à faire remarquer que les flics avaient été gentils cette fois-ci, mais qu'ils feraient mieux la prochaine fois...

... nous aussi !

Mitterrand, le grand leader de la gauche, est venu à Strasbourg. Il a participé à un débat avec les étudiants. Dans ses réponses, d'une grande tenue littéraire, dites avec un charme certain, il est apparu de la manière la plus caricaturale comme le Démocrate et le Social<sup>iste</sup> traître que nous avons défini dans une Daille "spécial étudiant" distribuée à cette occasion.

MITTERRAND  
MONTRE  
SES JAMBES

Démocrate: discussions sans fin sur les rapports entre l'exécutif et le législatif. Le pouvoir personnel, l'article 16: c'est mal. François a d'ailleurs bien expliqué que l'article 16 était inutile vu que la République a suffisamment de lois par ailleurs pour permettre la répression... (en cas de grandes grèves, par exemple ?). Bref, malgré ses tirades sur le peuple (qui d'est ?), le président de la FGDS ne sera jamais que le défenseur de la démocratie pour les bourgeois.

Démagogue: jeux de mots, calembours, pour gagner les rieurs, trémolos pour les âmes sensibles. Grandes envolées lyriques sur la Justice et la Loyauté... = baratin ?

Socialiste: Il a le cœur à gauche et veut combattre les "inégalités sociales", mais sa "justice sociale" vise à réduire le rôle économique de l'Etat pour favoriser la libre-entreprise et les investissements.

Sociét-traître: par ses belles phrases et les illusions qu'il fait miroiter, il essaie de séduire la classe ouvrière. Nous ne voulons pas d'un Wilson ou d'un Willy Brandt français qui soutienne l'impérialisme américain dans ses agissements. Nous ne voulons pas d'un Wilson ou d'un Brandt français qui profitent de ce qu'ils sont à "gauche" pour mieux faire supporter à la classe ouvrière les frais des crises que traverse actuellement le système capitaliste.

"QUE FAIS-TU  
CONTRE  
LA FAIM ?"

Dans tous les lycées d'Alsace une campagne contre la faim a été lancée. Dans un lycée, il s'agit de construire avec le produit symbolique d'un sachet de riz un puits au Pérou, dans un autre, c'est pour un puits en Haute-Volta... Mais n'est-ce pas là renoncer volontairement à remédier au problème ? Bel idéal, en effet, d'annoncer à la postérité: "Nous avons donné à boire aux petits péruviens".

Le problème se pose en termes de politique et non de charité. Il ne s'agit pas de soulager, mais de s'attaquer aux structures économiques et de ce fait politiques des pays dits "sous-développés", en fait exploités. Mais d'apporter notre soutien à ceux qui luttent dans ces pays contre l'impérialisme et les oligarchies locales, suivant l'exemple du peuple vietnamien. De lutter aussi contre notre propre bourgeoisie qui résout ses propres crises en pillant le "Tiers-Monde".

"LA  
REVOLUTION"

La racine du mal, c'est l'impérialisme, les lycéens l'ont compris. A Strasbourg, un tract était distribué, qui dénonçait le caractère mystifiant de la campagne. A Colmar, un groupe de lycéens déclenchait une campagne de solidarité avec les révolutionnaires péruviens victimes de la répression.

# SOMMAIRE

LA REVOLUTION EST-ELLE POSSIBLE EN FRANCE ?	33
STRATEGIE OUVRIERE EN EUROPE OCCIDENTALE	44
POLOGNE, LA FIN D'UNE ILLUSION / LA "DESTALINISATION"	II
POLOGNE - HONGRIE 1956	13
IL Y A UN AN EN GRECE	18
LES DIEUX DU STADE	20
TOUTE LICENCE DANS LES CITES	23
NOUVELLES DE LA REGION	26

## LISEZ LA DAILLE

LA DAILLE SORTE DE FAUCILLE  
SERVANT A COUPER LES MAUVAI  
SES HERBES A LA RACINE DOIT  
E POSTALE 348 R 9 (67) STRA  
SDOURG DIRECTEUR DE LA PUBL  
ICATION JEAN LUC JUNGBLUT I  
MPRIMERIE SPECIALE DE L'EDI  
TEUR CINQUANTE CENTIMES -

ABONNEZ - VOUS